Miguel Amorós

Où en sommes-nous ?

1999

Miguel Amorós :

Proche de la critique situationniste et des courants « anti-industriels », est un historien, théoricien critique et militant anarchiste espagnol, vivant à Valence.

En 1968, il se fait connaître par l'agitation universitaire valencienne, qui lui vaut un procès devant le Tribunal de Orden Público et un séjour dans les prisons franquistes, avant de s'exiler en France. Dans les années 1970, il participe à la fondation de plusieurs collectifs : Bandera Negra, Tierra Libre, Barricada et Trabajadores por la Autonomía Obrera y la Revolución social. Pendant la transition démocratique espagnole, en collaboration avec Jaime Semprún (1947-2010), il publie sous le nom de "Los incontrolados" le *Manuscrit trouvé à Vitoria* en 1977.

Entre 1984 et 1992, il fait partie de la rédaction de la revue *Encyclopédie des Nuisances* (EdN) aux côtés de Jaime Semprún et Pierre Lepetit. Il a ensuite participé aux éditions de l'EdN jusqu'en 2008.

Depuis 1997, il a donné de nombreuses conférences dans des athénées, des centres sociaux, des bibliothèques populaires et des journées libertaires, a compilé et traduit des textes, a débattu au sein de luttes pour la défense du territoire et a écrit d'innombrables articles, prologues et ébauches de conférences. Il a apporté son soutien aux luttes contre les lignes de train à grande vitesse et les lignes à très haute tension dans la perspective d'une critique sociale de la société industrielle.

Illustration de couverture :

En 1944, le premier ordinateur électromécanique Mark-I a été construit par l'ingénieur Howard Aiken (1900-1973) chez l'entreprise IBM, pour l'université d'Havard (USA).

Mark I était une machine imposante qui mesurait 16 mètres de longueur, 2,4 mètres de hauteur et 0,5 mètre de profondeur, pour un poids de 4500 kg. Comme les unités de calcul de base devaient être synchronisées mécaniquement, elles tournaient grâce à un axe de rotation de 15 mètres mis en mouvement par un moteur électrique de 4 kW. Le Mark I pouvait sauvegarder 72 nombres de 23 chiffres décimaux chacun. Il pouvait effectuer trois additions ou soustractions en une seconde. Une multiplication prenait six secondes, une division 15,3 secondes et un logarithme ou une fonction trigonométrique plus d'une minute.

C'est en découvrant que la cause d'une panne sur un ordinateur Mark I n'était qu'un simple insecte (*bug* en anglais*)* attiré par la chaleur des composants, que la mathématicienne américaine Murray Hopper (1906-1992) déclara en 1945 « A partir de ce jour nous appellerons BUG tout ce qui empêchera un programme de marcher. »

I.

Où en sommes-nous ?

Pour servir à éclaircir quelques aspects de la pratique critique en ces temps malades

« Malheur ! Au pays de quels mortels suis-je venu ?
Sont-ils violents, sauvages, et sans justice,
ou sont-ils accueillants pour l'étranger
et leur esprit respecte-t-il les dieux ? »

Homère, *L'Odyssée*, Chant XIII.

D'après Bertolt Brecht, sombre est l'époque où les gens demandent à être déchargé du souci de la défense de leurs intérêts réels et de leur liberté. C'est l'époque du *cynique*, qui maudit la société et méprise ses conventions, c'est aussi l'époque du *dissident*, qui refuse de se soumettre au fait accompli et, à contre courant prend parti pour la liberté. La dissidence ne signifie pas *exil intérieur*, car elle agit et prend des risques. Elle est fondamentalement résistance et sécession. Cette position oblige à se libérer d'une grande part du bagage théorique de l'époque antérieure et à pénétrer dans la nouvelle avec *ce qui est là*, puisqu'il ne s'agit pas de conserver la mémoire d'un passé, ni de la communiquer de manière orthodoxe à de nouveaux individus conscients, mais bien d'inciter à penser et à provoquer un dialogue entre ceux qui se reconnaissent égaux, sans redouter de se contredire. La crise de la pensée révolutionnaire ne pourra commencer à être résolue que dans les conditions de libres discussions ; en période de crise, le vide théorique est la véritable catastrophe. On ne peut permettre que l'ennemi ait le monopole de

la parole quand il possède des forces aussi puissantes ; la perte de cette bataille, celle des idées, charrie toutes les autres.

Il est nécessaire de tirer des conclusions aussi bien de la capacité du capitalisme à dépasser ses propres contradictions ou à s'y installer confortablement, que de l'incapacité des ouvriers à faire leur révolution et de la dissolution du prolétariat comme classe sociale. Tout cela a entraîné le dépassement capitaliste du conflit, la disparition des crises générales, et par conséquent, la réfutation d'une soi-disant nécessité objective historique, qui nous conduisait inévitablement à la lutte finale. Cela nous situe théoriquement dans la position des anarchistes et des socialistes prémarxistes, qui faisaient découler la lutte pour l'émancipation humaine de la corruption du monde actuel et de la détermination consciente des opprimés. Les fréquentes luttes partielles provoquées par les changements autoritaires de conditions de vie de plus en plus dures, pourraient faire croire à un retour de la lutte des classes, à un retour de la question sociale, mais il n'en est rien. La question sociale ne peut se poser à nouveau comme conflit émanant d'un antagonisme entre deux partis irréconciliables, comme la lutte des classes, précisément parce que la déroute définitive du prolétariat historique a éliminé la possibilité d'une crise totale – et par conséquent d'un conflit réel – et prédisposent les luttes actuelles à devenir fragiles et manipulables et donc récupérables par le syndicalisme, les écologistes ou l'humanitarisme des gauches.

Walter Benjamin, dans ses *Thèses sur la philosophie de l'histoire*, note que l'échec du prolétariat historique réside en son "progressisme", en la croyance bourgeoise dans le progrès :

> « Rien ne fut plus corrupteur pour le mouvement ouvrier allemand que la conviction de nager dans le sens du courant. Il tint le développement technique pour la pente du courant, le sens où il croyait nager. De là, il n'y avait qu'un pas à franchir pour s'imaginer que le travail industriel représentait une performance politique. [...] Avec les ouvriers allemands, sous une forme sécularisée, la vieille éthique protestante de l'ouvrage célébrait sa résurrection. [...] Cette conception ne veut envisager que les progrès de la maîtrise sur la nature, non les régressions de la société. »

La morale ouvriériste détournait les travailleurs de la question historique par excellence, la question du progrès. La majeure partie de la critique sociale a toujours considéré que les avancées scientifiques et techniques étaient les alliées absolues du processus émancipateur, et n'a jamais imaginé que, en tant que créateurs de nouvelles servitudes, elles feraient de la domination une chose *insurmontable*. Ainsi donc, les ouvriers étaient séparés de la production automatisée – celle-là même qu'ils ne pouvaient clairement concevoir comme leur œuvre, ni même mettre en question – sans critiquer la machine et *sans se révolter contre le machinisme*, comme avaient pu le faire leurs prédécesseurs voilà presque deux siècles. La supériorité des ouvriers luddites résidait dans le fait qu'ils savaient à quelle misère la machine les condamnait.

Nous n'arriverons à rien sans rompre avec la conception de la révolution comme réappropriation de l'appareil de production existant et sans admettre que l'émancipation humaine passe par la destruction du système industriel. Les mots d'ordre qui appartenaient au « stade antérieur du développement économique objectif », comme l'occupation d'usines, le contrôle ouvrier de la production ou l'autogestion généralisée, ont vieillis et sont visiblement équivoques. C'est seulement en partant de là que nous pourrons identifier les besoins réels des individus et élaborer une critique authentiquement subversive. Ce qui est sûr, au contraire de ce que disait Marx, c'est qu'il faut renoncer à transformer le monde en utilisant *tous* les moyens de production dont il dispose et chercher à obtenir un remède à l'insu du système dominant avec les moyens de production à notre portée.

L'idée directrice de la critique révolutionnaire doit être celle de *l'autonomie de la technique*. Dans notre société, l'homme est au service de la machine et la technique embrasse tous les secteurs de l'existence, déterminant à la fois les rapports des individus avec la nature et les relations – aujourd'hui à l'état d'anomie – que maintiennent les individus entre eux. Il ne reste rien des relations humaines qui n'aient été technicisées et, par conséquent, placées sous le contrôle des experts. Déjà ce n'est plus le système économique qui détermine la nature de la technique, la politique et le degré de complexité du monde. C'est la technique qui, se basant sur la

connaissance scientifique, a placé l'économie sous le diktat de ses propres exigences, s'emparant de la société entière, tandis que les individus ont fini par être parfaitement comparables à des machines et remplaçables par celles-ci. L'idéologie humaniste bourgeoise s'est dissoute et "l'homme", c'est-à-dire le bourgeois idéalisé, a cessé d'être le centre de toutes choses. *Ce sont les machines qui font l'histoire*, les hommes la subissent. La technique est la conscience d'une époque où les individus ont été réifiés, transformés en objets. La technique moderne, associée à la science, impose une organisation sociale déterminée, où la tendance de l'élite dirigeante à accumuler un pouvoir sans contrôle est devenue la norme générale. La nouveauté consiste dans le fait que cette concentration de pouvoirs ne se réalise pas moyennant l'expansion de l'appareil de l'État, c'est-à-dire qu'elle ne suit pas le modèle de la bureaucratie, mais plutôt la logique éminemment technique de l'efficacité et du rendement.

La civilisation industrielle a été créée par la technique. Dés lors, *l'histoire mondiale devient toujours plus l'histoire de la technique*. Au début de ce processus, les socialistes utopiques ont reconnu dans la machine, ou ce qui revient au même, dans l'accroissement explosif de la capacité de production, la menace d'un développement culturel fragmentant l'individu et attaquant la racine même de la liberté et de la vie, et ils essayèrent de la conjurer par des projets basés sur le contrôle des moyens techniques, le rejet du système marchand et la négation d'une quelconque considération économique. Par la suite, le socialisme politique et le syndicalisme ouvrier, furent l'expression de la tendance à une défense contre les dégâts du marché, et à un compromis avec la machine.

> « L'industrialisation fut un compromis, jamais facile, entre l'homme et la machine, dans lequel l'homme s'est perdu, tandis que la machine, elle, a trouvé son chemin. » (Karl Polanyi, *La Subsistance de l'homme*, 1977)

Un programme qui envisage la réorganisation de la société, sur des bases décentralisées et communautaires, sur l'agora, qui s'engage sur la voie du démantèlement de la production actuelle, du contrôle social des moyens techniques et l'adoption de techniques appropriables par tous, de la suppression du marché et du spectacle, de la disparition des modes de

transports individuels, de la réappropriation du monde rural, etc., ce programme se doit de savoir qu'il demande implicitement *un retour aux conditions précapitalistes*, au travail artisanal et à la fête, à la tradition et aux liens communautaires, aux rythmes vitaux cycliques, au droit coutumier, à l'économie de subsistance et à la société du *statu quo* où « ce qui importe ce n'est pas l'utilité de chacun mais plutôt ce qu'il est » (Cicéron). Mais ce n'est ni une régression, ni un retour au passé : c'est une libération qui rêve plus qu'elle ne calcule, qui porte l'expérience de deux siècles de capitalisme et d'absolutisme technique, et qui devra passer sur les cadavres des nouveaux seigneurs féodaux du marché mondial.

Actuellement, la scolarité prolongée, les stages et l'assistance sociale, sont les méthodes employées à outrance pour maintenir une partie toujours plus importante de la population loin de la production, tant qu'elle reste une force productive non nécessaire qu'il faut démobiliser : ces méthodes sont à la charge de l'État et sont présentées comme réussite sociale, expression du "bien-être". Par ces procédés, les jeunes, les chômeurs et les exclus en général, sont écartés des circuits de la production mais conservés en tant que consommateurs. La mondialisation a provoquée une augmentation des dépenses sociales au détriment des autres nécessités significatives de l'État, comme par exemple l'effectif policier et l'achat d'armement. Plutôt que d'avoir recours à l'impôt, les stratèges du pouvoir ont développé des politiques d'atomisation des forces productives inutiles, par le biais d'aide à des associations "à but non lucratif" financées par l'État, par des donations privées alléchées par un dégrèvement fiscal. Pour l'essentiel, il s'agit pour l'État de céder la gestion des services sociaux et du recyclage d'individus à des organisations inoffensives de volontaires, ou à des collectifs encadrant des jeunes, des chômeurs, etc., de manière à développer une *économie intermédiaire* neutralisant les inutilisables du marché global du travail. Cette économie, appelée à se développer dans les années à venir (en France, *l'économie sociale* représente plus de 6% des emplois).

Un des objectifs économiques de ce troisième secteur (ni public, ni privé) consiste à atteindre l'autofinancement par la constitution de communautés autosuffisantes et l'établissement de réseaux de commerces

parallèles – le "commerce équitable" – tout cela baignant dans une idéologie philanthropique et écologique.

La dénonciation de telles pratiques, des illusions qu'elles génèrent, est aussi importante pour les déserteurs du système, que l'était la dénonciation de l'écologisme dans les luttes contre la pollution. La désertion n'a rien à voir avec les palliatifs. La désertion ne coopère pas avec la domination, ni n'accepte son argent ; elle sait que la création de conditions de vie humaines ne viendra pas en occupant les positions délaissées dans les marchés internationaux par les propriétaires de ce monde. Elle n'a d'autres solutions que de demander des comptes : la désertion doit s'écarter du système mais *sans le laisser tranquille*.

Nous savons que l'économie globale est entrain de transformer intégralement la nature en marchandise, ce qui signifie que la terre fertile, les forêts, la mer ou l'eau douce, par exemple, deviennent des éléments stratégiques de la mondialisation, au même titre que le pétrole, les pesticides et l'énergie nucléaire et sont présentés comme éléments déterminants de la "sécurité nationale", alors que c'est en réalité l'affaire des hautes instances régulatrices du marché. Là, les écologistes n'ont pas la parole car n'étant tout au plus qu'un pouvoir factice, ils ne peuvent espérer qu'une participation subalterne à la gestion des effets nocifs sur l'environnement. Il s'agit d'une économie de guerre qui ne veut ni camoufler la misère, ni augmenter le contrôle sur la population, mais qui, sous le même prétexte de rationalisation qui jadis servait la bureaucratisation du monde, se désintéresse aujourd'hui de la nocivité non rentable et place les exclus du marché dans des économies de subsistances et décentralise le contrôle social, renvoyant sa gestion à des dirigeants non gouvernementaux. C'est une opération d'isolement de la pauvreté à l'intérieur même du système qui l'a produit, au travers d'économie marginales, gérées par une pléiade para-étatique d'ONGs, syndicats, fondations, églises, etc., mais aussi de rackets indépendants tels que les mafias, les sectes et les bandes, qui prennent en charge les aspects les plus troubles de telles économies, comme la protection et le trafic. Il s'agit donc de mettre en place une nouvelle division de la société entre les *exclus* et les *intégrés au marché*, qui se matérialise par le développement inéluctable de ghettos incontrôlables. La gestion du chaos, ne présente pas d'intérêts particuliers pour la domination. Celle-ci domine tout, tout en ne contrôlant qu'une

partie : c'est la loi de la rentabilité décroissante de la répression qui détermine les dimensions de la pyramide policière.

La production de marchandises produit à la fois l'insupportable et les hommes capables de le supporter. Les progrès de l'aliénation ne proviennent pas de la passivité des masses, mais de leur participation active, voire enthousiaste. On n'a jamais mis suffisamment en évidence le rôle contre-révolutionnaire de la misère, du mauvais côté du mouvement qui fait l'histoire quand la lutte se désarticule. On a négligé l'effet idéologique du déclassement produit par la prolétarisation du monde. Wilhem Reich a signalé le rôle de l'idéologie dominante comme force matérielle – ce qu'il nomme *peste émotionnelle* – de la contre-révolution, qui s'alimente de la perte de pouvoir des individus sur leur propre vie. À la racine de la soumission, gît un conflit émotionnel et affectif qui désamorce le potentiel de révolte des individus. Mais la conséquence de la prolétarisation mondiale, c'est la mort de l'individu qui, « comme tous les processus de production individuel, est resté en retard sur le niveau de la technique et s'est démodé sur le plan historique » (Theodor W. Adorno, *Minima Moralia*, 1951)

La disparition de l'individu, sa transformation dans une foule sans substance où il est isolé et interchangeable, nous incite à la réflexion, au repli, à la contradiction et pose de nouvelles questions.

> « Ceux qui ne s'abandonnent pas entièrement à l'individualisme de la production intellectuelle et ne se consacrent pas corps et âme au collectivisme de l'interchangeabilité égalitaire qui méprise l'homme, en sont réduits à une collaboration libre et solidaire où chacun assume ses responsabilités. » (Adorno, *Ibidem*)

Ce sont d'abord de tels collectifs qui sont les seuls à être en conflit avec le système, mais ce conflit ne touche pas encore à ses fondements car il n'est pas porteur d'un projet de dépassement, c'est-à-dire qu'il n'est pas encore historique. À mesure que le mouvement social s'étiole, que les dépossédés ne constituent plus qu'une masse incapable de tout mouvement autonome, les antagonismes ne sont plus perçus et les crises n'adviennent plus. Il ne peut plus rien apparaître de particulier du point de vue des dépossédés, plus aucune initiative historique. Dans leur situation, ils ne trouveront pas les

conditions permettant d'engager une lutte qui ne soit pas simple négativité et expression d'une insatisfaction. De ce fait, ce sont les groupes de dissidents qui occupent la place de "l'organisation de classe", puisqu'il n'y a plus de classe. Ce sont eux qui opposent à la passivité sociale la diffusion de leur point de vue. Ce sont eux qui s'expriment pour un mouvement social, mais qui ne constituent pas un mouvement social. Ce sont eux qui se fondent dans les luttes et critiquent la misère de la vie quotidienne. Ils sont pour parler comme Hegel, *la conscience de l'affirmation* et se placent sur le terrain des *utopistes* qui nous rappellent la possibilité toujours réelle d'un *système nouveau*, qui diagnostiquent mais ne prescrivent pas, qui développent leurs expérimentations sociales sans les présenter comme une panacée. Ce sont eux qui affirment comme Babeuf, qu'ils ne croient pas « que l'éventuelle possibilité d'un retour à la communauté relève du rêve ».

Il est important que ceux qui s'opposent à la domination se coordonnent car c'est la preuve qu'une réalisation *en marge* d'elle est possible.

Ces groupes s'avancent négativement, sans trop définir de projet positif, car il est aujourd'hui plus important de savoir ce dont on ne veut pas, l'expérience collective présentant beaucoup plus d'intérêts comme négation d'une société condamnable que comme affirmation d'une pratique limitée. C'est la capacité de vivre *en dehors* qui perturbe la reproduction des relations sociales dominantes et qui, si elle est capable de se généraliser, doit les dissoudre. Pour l'heure, la seule chose que ces groupes peuvent offrir à leurs contemporains c'est un lieu qui permette d'exercer ces qualités, un moyen pour commencer à se concerter et construire une société à la fois à l'intérieur de l'autre et en dehors. Un projet d'action collective de ce type fait appel aux qualités de sociabilité, à l'amour de la liberté et aux capacités révolutionnaires. La négation de ce projet prend la forme du caractère. Pour réintroduire une vieille polémique anarchiste, il s'agit de mettre l'accent sur l'aspect collectif de l'activité, la *passion commune*, contre l'individualité trop affectée par le caractère, mais sans oublier que le facteur subjectif, la volonté des individus doit être la force motrice de l'histoire. La tentative d'exclure le capitalisme de nos vies n'est pas un appel à la marginalité, il n'est que la volonté persévérante de *conserver et élargir* le champ des relations humaines

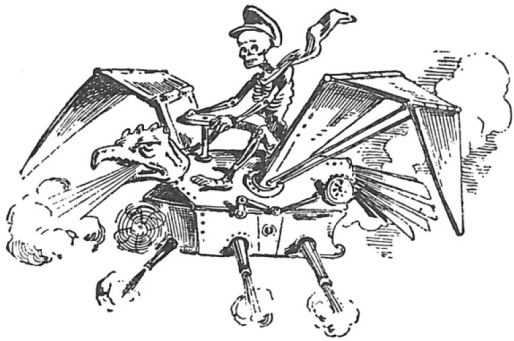
autour de nous, et ce projet est aujourd'hui fondamental pour agir, c'est l'élément à partir duquel nous pourrons envisager des projets d'exclusion plus ambitieux.

Celui qui parie contre le capitalisme parie pour la révolution et il reconnaîtra ces formes de luttes qui sont, selon la critique radicale des années 1960, « la part invaincue d'un projet vaincu ». Mais ce qui donnera un caractère révolutionnaire aux communes, aux coordinations, aux conseils, aux assemblées, aux associations, etc., ce sera leur volonté, leur rôle et leur activité c'est-à-dire leur contenu qui se doit d'être anti-industriel, sociétaire, ennemi de l'ouvriérisme et par dessus tout libertaire. Car le premier objectif de toute révolution, c'est « la constitution d'un espace public où puissent apparaître la liberté, la *constitutio libertatis* ». (Hannah Arendt, *Essai sur la révolution*, 1963).

Le reste viendra de là ou ne viendra pas.

Miguel Amorós, février 1998.

Titre du texte original :
Contribución al esclarecimiento de algunos aspectos de la acción durante los malos tiempos



II.

Le parti de l'État

« Celui qui est cause du pouvoir d'autrui,
l'est aussi de sa propre perte. »

Machiavel

Un spectre hante le monde à l'affût des vivants ; le spectre de l'État. La question de sa nature a cessé d'être la question centrale de notre époque. Après avoir vaincu le second assaut prolétarien contre la société de classes, les intérêts de l'État se soumettent à ceux du capital et l'initiative passe directement à la puissance financière. En effet, la bourse a dissout les frontières et partout le holding, le trust, la multinationale passent au dessus des instances politiques et administratives. Les députés, les leaders syndicaux, les intellectuels, les ministres, etc. cèdent le pas aux managers, aux experts, au marketing. Le principe de la compétitivité prend le pas sur le principe de l'organisation et l'État se plie à la suprématie du marché. Le pouvoir réel se manifeste peu dans la conduite administrative et la politique quotidienne parce qu'il n'est déjà plus aux mains du fonctionnariat. Le pouvoir, en grandissant, échappe à l'État. Le progrès de la bureaucratisation s'est arrêté et à nouveau, État et capital, bureaucrates et financiers, sont des réalités séparées. A l'opposé de l'évolution des cinquante dernières années, la tendance historique actuelle se dirige dans le sens de la perte progressive d'hégémonie de l'État.

La société née après la seconde guerre mondiale (en Espagne, trente ans plus tard) basée sur l'intégration politique et sociale de travailleurs,

représentés par les partis et les syndicats, conduisit à la paralysie de toute véritable action prolétarienne ; la masse ouvrière, en bénéficiant de meilleurs conditions de vie et de travail, refusait de jouer le rôle révolutionnaire qu'on lui attribuait, consolidant un système bureaucratique différent dans lequel la course pour le contrôle total de la société poussait l'État à l'augmentation considérable des dépenses sociales. Aujourd'hui, le retrait progressif de l'État de divers secteurs de la vie sociale comme les communications, les transports, la santé, le logement, l'enseignement, etc. dont l'appropriation au cours des cinquante ou dernières années fut défendue en tant que service public, préoccupe les politiques, les intellectuels, les fonctionnaires et en général ceux qui vivent de son administration matérielle et morale ; le trouble que leur cause le renoncement de l'État à représenter l'intérêt public est on ne peut plus justifié puisqu'il les place dans l'inconfortable position de classe intermédiaire qui vit souvent de la représentation dudit "intérêt" ; c'est-à-dire de classe au service de l'État, d'une bureaucratie voyant sa fonction menacée. Le fait que cet intérêt soit à présent déterminé par les marchés financier internationaux et non par les pactes politiques résultant de l'équilibre local entre les forces entraînera à court terme la liquidation d'une partie de la bureaucratie étatique et le recyclage de ce qui en reste, principalement dans la direction du secteur pénal et de l'assistance. La souffrance bureaucratique qui en résulte est alors nommée "crise de la politique".

La première phase de ce processus, la domestication des travailleurs grâce à l'extension de la précarité et la création d'un marché du travail fluide abandonné par les syndicats, fut l'œuvre d'un parti de l'ordre unifié à droite et à gauche, forme concrète de l'alliance État-capital.

La fiction de l'intérêt public – parfois de l'ordre public – nécessaire jusqu'à ce jour, devient finalement inutile quand triomphe le marché, réunion des intérêts privés par excellence. La différence entre l'administration de l'État et des entreprises cesse alors d'exister. L'action d'un homme politique, d'un fonctionnaire, de l'État même, est désormais sujette à des évaluations traduisibles en termes économiques (elle est bon marché, se gagne ou se perd, est rentable ou déficitaire, etc.). Placé dans un tel contexte, tout ce que fait un bureaucrate, un patron peut le faire avec de meilleurs résultats. Ce n'est pas la fin de l'intérêt public, c'est la fin de la séparation entre le public et le privé.

C'est la généralisation du principe de compétence capitaliste, un véritable « coup contre l'État », le passage de l'exploitation médiatisée à l'exploitation sans intermédiaires qui inaugure obligatoirement une phase de débureaucratisation partielle, ou comme on l'appelle dans ce milieu, de déréglementation.

Il advient que la gestion des nécessités de la société de masses est toujours plus complexe, plus inefficace et surtout plus coûteuse. L'État a échoué dans la tâche consistant à bâtir une société à sa mesure et il ne peut fuir en avant, en s'étendant au-delà de ce qu'il peut contrôler sans épuiser les moyens économiques à sa disposition. Toute intervention étatique doit être financée et l'État ne peut s'endetter au-delà d'une certaine limite sans se trouver en banqueroute. La bureaucratie politique perd sa capacité de manœuvre et l'État l'appui de ses principaux financiers qui le dépossèdent peu à peu de ses attributs, y compris celui qui a toujours constitué sa plus grande justification, le monopole de la violence.

Dans le modèle social américain qui résoud le problème du chômage et de la marginalisation pas seulement avec le travail temporaire et l'assistanat social mais aussi avec ses geôliers, la gestion des prisons est en train de passer aux entreprises et le prospère secteur des polices privées se développe sans cesse. Dans le modèle russe, les diverses mafias concourent avantageusement avec la force institutionnalisée pour l'exercice de la protection. L'État avait évolué ces derniers temps, privilégiant la sécurité, mais celle-ci ne s'est pas améliorée avec l'extension de celui-là. De sorte que le résultat, le chaos, la catastrophe, inéluctable aujourd'hui est moins coûteux sans gestionnaires et devient l'objet de l'initiative privée. Dans un monde réellement chaotique, l'État apparaît comme la forme bureaucratique du désordre. Dans la logique de la domination, c'est maintenant le marché et non l'État qui gouvernera.

L'État est une forme de domination toujours politique qui va se transformer en forme particulière de capital grâce au recours des méthodes d'entreprise. L'autonomie de la finance internationale a bloqué le processus de fusion de la bureaucratie privée des cadres avec la bureaucratie étatique des

fonctionnaires sur lequel s'établissait ce que l'on nommait « l'État-Providence », ce qui en Espagne équivaudrait au franquisme amélioré de réformes politiques. Elle a dans un même mouvement liquidé toutes les apparences étatiques d'indépendance et ceci est le centre de la question. Quand bien même la bureaucratie voudrait marquer ses différences avec les pouvoirs financiers, elle ne le peut, parce que la raison d'État s'est transformée intégralement en raison de marché. La raison d'État avait été jusqu'à présent l'axe de toute politique contemporaine. Ce besoin d'État, la classe dominante l'éprouvait pour consolider sa suprématie. Dès lors, la conservation de l'État fut l'objectif unique de l'action politique ; de sorte que l'intérêt public fut identifié avec l'intérêt de l'État et par conséquent avec le pouvoir dominant, primant sur tout autre intérêt et justifiant n'importe quel moyen employé. Contrairement à la raison d'État totalitaire qui de l'idéologie faisait l'État, la raison moderne fait de l'État son idéologie. Pour ne pas avoir eu d'autorité au-dessus de l'État, la politique a perdu sa couverture idéologique et a eu alors recours à la nécessité économique, incarnation moderne du destin. L'économie a été la limite idéologique de l'État qui maintenant devient effective.

L'État comme forme exclusive de domination au service de quelques intérêts est entré en crise et dorénavant, toute crise aura pour effet d'accélérer le processus globalisateur de l'économie. Finalement, la domination était un problème technique, problème que les technologies de l'information résolvent sans passer par l'appareil de l'État et qui n'est pas le reflet d'une décentralisation dans la prise de décision, mais au contraire d'une centralisation d'un nouveau type ; Parce que le centre s'est virtualisé mais n'a pas disparu pendant que la bureaucratie se dissout dans le « cyberespace ». L'*Umbilicus mundi* est monté au ciel. L'essence du pouvoir est ainsi devenue quasi-insaisissable puisqu'il ne réside pas en un seul pays ou en quelques capitales, mais grâce aux nouvelles technologies, est à la fois partout et nulle part. Les grands dirigeants habitent une métacité traversée par les autoroutes électroniques où circulent les capitaux : un mirage gouverne le monde.

La mondialisation n'est pas seulement un simple élargissement et une accélération des échanges commerciaux. C'est la proclamation de l'autonomie totale et de la domination du capital financier sur le capital

industriel de l'État. Ce qui signifie, entre autres, la redéfinition de la division internationale du travail, la fin du travail salarié comme forme d'insertion sociale, la fin du contrôle étatique sur le capital privé. En d'autres termes, la fin de la classe ouvrière, l'impossibilité du capitalisme national, la liquidation de l'État-nation. Le processus s'était déjà développé dans la période historique antérieure, celui de l'hégémonie des deux super-puissances EU & URSS qui étaient deux États mondiaux. Le chemin de la mondialisation conduit à la diminution spécifique du pouvoir des partis et des parlements, « du pouvoir de décision de la citoyenneté », comme le dit le porte-parole de la bureaucratie bien-pensante, *Le Monde Diplomatique*, qui devant ses paroissiens promeut une résurrection de l'esprit national et un culte non dissimulé de l'État. Il implore une union sacrée entre les partis de gauche et les syndicats appuyés par les associations et exalte le fer de lance de cette union : la masse des fonctionnaires, telle une infanterie baptisée « aile gauche de l'État » et ses cadres ou « petite noblesse d'État ». La conversion de staliniens et d'écologistes à ce nationalisme de circonstance est un fait notoire. Paradoxalement, le nouveau nationalisme d'État se doit de livrer une bataille dans le champ supranational. A une internationale des financiers doit s'opposer une internationale de la bureaucratie : c'est *le parti de l'État*.

Les idéologues extrémistes du parti de l'État souhaitent une fédération des États, qui engloberait une espèce d'État européen, et revendiquent pour le moment que les nations transfèrent du pouvoir au parlement européen ou que ce dernier reçoive le mandat des politiques "nationales". Ils réclament un « espace public européen qui permette au citoyen de participer à l'édification de l'union » ("Une Europe des citoyens", *Le Monde Diplomatique*, mars 1996). Cependant l'union européenne n'est pas une fédération mais un marché au sein duquel le parlement européen n'est qu'une instance secondaire, un ornement. Les parlements nationaux n'ont d'autre pouvoir réel que celui de transférer leurs responsabilités. Les politiques nationales n'existent pas et le terrain politique s'hypertrophie avec toutes sortes d'associations comme le Forum civique européen, les conférences inter-citoyennes d'Europe, le Comité européen pour le respect de la culture et des langues, le Forum européen de la

jeunesse, les organisations diverses, syndicales, d'enseignants, de chercheurs, etc. véritables viviers non-gouvernementaux de bureaucrates de tout poil. Derrière cette "utopie" étatique se cache en réalité le désir d'élargir la base internationale du parti, de créer une nouvelle zone de médiations inter-états avec des associations et des organismes subventionnés, pas nécessairement utiles, mais créateurs d'emplois pour la "citoyenneté" des aspirants dirigeants.

Le parti de l'État est l'idée maîtresse de l'intellectualité étatique, anxieuse d'inventer un nouveau discours politiquement correct au-delà des habituels alibis pacifistes, féministes ou écologistes. Mais au niveau pratique, avec la disparité des intérêts de ses composantes, la bureaucratie politique est incapable d'une coalition internationale qui soit autre chose qu'un club du style de l'internationale socialiste et elle éprouve la même difficulté pour se structurer au niveau national. Mais par dessus tout, la bureaucratie est incapable de s'opposer sérieusement aux causes profondes de la mondialisation parce qu'elle croit seulement au pouvoir et que celui-ci n'existe plus dans l'État. Ainsi donc, avec la totalité du discours pan-étatique communient seulement les moins réalistes, qui identifient toujours l'État et le pouvoir comme par exemple les staliniens et leur cohorte de gauchistes. C'est que les intérêts de la bureaucratie ne visent pas un capitalisme d'État, mais un État dans le capitalisme. Comme les vieux mandarins, la bureaucratie est une classe qui ne détient que le pouvoir administratif, qui ne contrôle rien, pas même sa reproduction et qui se représente elle-même en représentant les autres : l'État, le citoyen, l'ouvrier. Elle n'exerce pas de fonction dirigeante, sinon de transmission. Elle obéit et commande. De plus, en accord avec sa nature de médiation, ses intérêts varient selon ce qu'elle a à défendre. Par conséquent, son parti, le parti de l'État, autrefois appelé "union de la gauche" ne peut exister unifié organiquement, il peut tout au plus fonctionner en coalition. Ce n'est pas un parti idéologique mais un conglomérat d'intérêts variés et de clientèles diverses. Chaque fraction défend ses intérêts spécifiques et la majorité – les sociaux-démocrates et les syndicats – défendent des « troisièmes voies », des « nouveaux centres » ou encore se situent « en dehors », en un lieu indéterminé entre l'étatisation et le marché global, plus proches du second que du premier. Comme l'a dit Gonzalez à ses confrères italiens, « une alliance du type de l'Olivier au niveau mondial peut seulement

se comprendre comme une déclaration d'intentions ». En résumé, une internationale de la bureaucratie ne sert qu'à chanter, l'œuf est mis dans un autre nid. Ils dissimulent, chacun à leur façon, le fait flagrant que pour pouvoir encore exister en politique, le parti de l'État doit « être constamment en train d'ajuster la politique suivant l'orientation des marchés » (Gerhard Schröder, chancelier fédéral d'Allemagne), c'est-à-dire faire exactement le contraire de ce qu'il a annoncé.

En tant que représentant des intérêts généraux de la bureaucratie, le parti de l'État fait valoir des principes qui le justifient, comme celui de la séparation entre le citoyen et l'administration publique – la séparation entre gouvernants et gouvernés, c'est-à-dire la spécialisation du pouvoir – ou celui de la nécessité du maintien permanent des appareils policiers et des armées. C'est un parti de l'ordre – il ne faut pas oublier qu'il peut être le parti du crime d'État quand il croit que l'ordre le requiert – qui doit défendre la justice sociale à sa manière avec une grande bureaucratie d'assistance. Ses faux adversaires, ou ce qui est identique, ses vrais interlocuteurs, les forces qui dirigent le marché, le parti de la mondialisation ne sont point les ennemis jurés de la bureaucratie ni ne prétendent abolir l'État. Ils veulent simplement le soumettre aux lois économiques et donnent leur préférence au développement de la bureaucratie judiciaire et carcérale afin de contrôler les contradictions de l'économie. Ils pensent que l'ordre planétaire peut se concevoir sous une forme différente que celle de l'État mondial, à savoir, celle d'un espace soumis à l'économie incontrôlée et surveillée par un État gendarme. Étant tout aussi partisans de l'État jusqu'à un certain point, ils ne combattent pas le parti de l'État en tant que tel (car lui aussi est partisan du marché global jusqu'à un certain point) mais au contraire ils se servent de lui fréquemment pour imposer l'adaptation des structures productives locales au marché mondial auto-organisé sans éveiller de trop fâcheuses résistances. Le mécontentement généré se doit d'adopter des formes inoffensives et poursuivre des buts lointains, deux tâches qui jusqu'à ce jour constituaient la mission historique dudit parti : en Europe, elles ont été menées à terme majoritairement par les gouvernements socialistes avec le logique soutien des staliniens. Il n'est alors pas étonnant qu'existe une certaine perméabilité entre les distinctes sphères du pouvoir dans lesquelles

circulent les dirigeants, comme le démontre le bon accueil que reçoivent les cercles d'entrepreneurs ou le passage toujours plus courant du monde de la politique à celui des affaires ; on dirait que faisant de la politique quelque chose de subalterne, le dirigeant arrive à maturité quand il la quitte.

Le parti de l'État veut se constituer quand le travail contre-révolutionnaire de l'État et de ses partisans s'achève. La possibilité de véritables mouvements sociaux qui attaquent les bases de la misère et de l'oppression, qui discutent de la réorganisation sociale et formulent des projets d'émancipation humaine, est devenue irréelle. On a seulement des mouvements de survie parfaitement contrôlables. Le parti de l'État, dans sa phase actuelle n'est pas un obstacle pour l'économie, mais plutôt le contraire, le parti de l'économie.

Comme a dit un expert réputé « sans État, rien ne peut se faire ». Il doit toujours diriger le processus globalisateur comme le démontent les ascensions de Blair, de Jospin, d'Aléma… Il a encore à réaliser la tâche de son adversaire, à savoir, le démantèlement de l'État. Ainsi donc, le parti de l'État se bat pour son ultime devoir, préparer la transition vers un ordre mondial dans lequel il ne sera plus nécessaire.

Miguel Amorós, octobre 1998.

Titre du texte original :
El partido del Estado

III.

Quelques considérations sur le thème de la technique

et la manière de combattre sa domination

« Que cherchons-nous à accomplir ?
Changer l'organisation sociale sur laquelle repose la prodigieuse structure
de l'organisation de la civilisation, qui s'est construite au cours de siècles
de conflits, au sein de systèmes vieillissants ou moribonds,
conflits dont l'issue fut la victoire de la civilisation moderne
sur les conditions naturelles de la vie. »

William Morris, *Où en sommes-nous ?*, 1890.

Quand Walter Benjamin, dans son article intitulé *Théorie du fascisme allemand*, rappelle la phrase apparemment intempestive de Léon Daudet, « l'automobile, c'est la guerre », il illustre le fait que les instruments techniques, ne rencontrant pas dans la vie des gens un vide qui légitime leur nécessité, forcent cette nécessité en dévastant cette même vie. Si la réalité sociale n'est pas mûre pour les avancées techniques qui frappent à sa porte, tant pis pour elle, car elles la dévasteront. Le résultat est que la société entière se trouve transformée par la technique comme à la suite d'une guerre. En réalité, en considérant seulement la grande quantité de déplacements de population, l'énormité des données emmagasinées et traitées par les modernes technologies de l'information et le grand nombre de pertes par accidents, suicides ou pathologies contemporaines, on a l'impression qu'une guerre, totalement froide, se déroule chaque jour dans les scénarios de l'économie, de la politique, ou de la vie quotidienne. Une guerre dans laquelle on cherche

toujours à vaincre grâce à la supériorité technique en automobiles, en ordinateurs, en biotechnologies… De par la nature de la société capitaliste, les moyens techniques toujours plus puissants ne contribuent nullement à la cohésion sociale et à l'épanouissement personnel, puisque la technique ne sert qu'à armer le parti des gagnants. Pour Benjamin donc, et pour nous, « toute guerre à venir sera en même temps une révolte des esclaves de la technique ».

Les progrès techniques sont tout sauf neutres ; dans tout développement des forces productives dû à l'innovation technique, il y a toujours des gagnants et des perdants. La technique est instrument et arme parce qu'elle avantage ceux qui savent mieux se servir d'elle et mieux la servir. Un esprit critique héritier de Daniel Defoe et de Jonathan Swift, Samuel Butler, dénonçait le fait dans une utopie satirique :

> « En cela consiste l'astuce des machines : elles servent pour pouvoir dominer. […] aujourd'hui même les machines servent seulement à condition qu'on les serve, en imposant leurs conditions. […] N'est-il pas manifeste que les machines sont en train de gagner du terrain quand nous considérons le nombre croissant de ceux qui y sont assujettis comme esclaves et de ceux qui se consacrent de tout cœur au progrès du règne mécanique ? » (*Erewhon, ou au-delà des montagnes*, 1870)

La bourgeoisie a utilisé les machines et l'organisation "scientifique" du travail contre le prolétariat. Les contradictions d'un système basé sur l'exploitation du travail, qui d'une part expulsait les travailleurs du processus productif et d'autre part éloignait de la direction dudit processus les propriétaires des moyens de production, furent dépassées avec la transformation des classes sur lesquelles s'établissaient la bourgeoisie et le prolétariat. La technique a rendu possible un nouveau cadre historique, de nouvelles conditions sociales – celles d'un capitalisme sans capitalistes ni classe ouvrière – qui se présentent comme conditions d'une organisation sociale techniquement nécessaire. Comme l'a dit Lewis Mumford :

> « Rien de ce qui est produit par la technique n'est aussi définitif que les nécessités et les intérêts mêmes qu'elle a créés. » (*Technique et Civilisation*, 1950)

La société, une fois qu'elle a accepté la dynamique technologique se retrouve prisonnière de celle-ci. La technique s'est approprié le monde et l'a mis à son service. En elle se révèlent les nouveaux intérêts dominants.

Quand « la domination de la nature reste liée à la domination des hommes » (Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, 1964), le discours de la domination n'est déjà plus politique mais technique. Il cherche à se légitimer avec l'augmentation des forces productives, qui inclue le progrès technologique après avoir mis à son service la connaissance scientifique. Le progrès scientifico-technique fournit aux individus une vie supposée tranquille et confortable et comme telle nécessaire et désirable. La technique, qui s'est à présent transformée en idéologie de la domination, fournit une explication suffisante pour la liberté et l'incapacité des individus à décider de leur vie : l'absence de liberté implicite à la soumission aux impératifs techniques est le prix nécessaire de la productivité et du confort, de la santé et de l'emploi. L'idée du progrès était le noyau de pensée dominante dans la période d'ascension et de développement de la bourgeoisie, progrès qui perdit vite son vieux contenu moral et humanitaire et fut identifié à la progression de l'économie et au développement technique qui la rendait possible. Effectivement, les inventions techniques et les découvertes scientifiques furent nombreuses et provoquèrent tant de changements économiques qu'elles générèrent dans les pays industrialisés, et pas seulement au sein de la classe dirigeante, une religion de l'économie, une croyance en elle comme la panacée à toutes les difficultés. Le progrès de la culture, de l'éducation, de la raison, de la personne, etc. dériverait nécessairement du progrès économique. Il suffirait d'un fonctionnement correct de l'économie pour que la question sociale cesse de produire des désagréments. Le même processus se répétera plus tard avec la technique devant l'échec définitif des solutions économiques. Car revenus à la société civile après deux grandes guerres, où la pensée militaire s'était imposée en tant que pensée éminemment technique, on croira résoudre les mêmes problèmes économiques avec les méthodes et les progrès de la technique. L'économie passa au second plan et la technique s'émancipa. L'économie elle-même n'est déjà plus qu'une technique.

> « L'émergence de la technologie occidentale comme force historique et l'émergence de la religion de la technologie sont deux aspects de même phénomène » (David F. Noble, *The Religion of Technology*, 1997).

Selon cet auteur, l'aveuglement face au pouvoir de la technique a ses racines dans les vieux imaginaires religieux qui survivent dans l'inconscient collectif des hommes : la création, le paradis, la virtuosité divine, la perfection infinie, etc. Ce qui veut dire que la technique possède un important contenu idéologique depuis les commencements, qu'elle est arrivée à être dominante à l'époque des totalitarismes, à l'époque de la dissolution des individus et des classes en masses. Dès lors, elle redéfinit en fonction d'elle-même les vieux concepts de "nature", "mémoire", "liberté", "culture", "fait", etc. et finalement, elle invente une nouvelle façon de penser et de parler. La technique quantifie la réalité et, en la baptisant avec son langage – ses technicismes – elle impose une vision instrumentale des choses et des personnes. Neil Postman rappelle dans *Technopolis* l'adage suivant : « tout paraît être un clou à l'homme qui possède un marteau ». Un divulgateur des merveilles de la science moderne comme Jules Vernes décrit dans une de ses premières nouvelles d'anticipation ce phénomène naturel de l'ère technologique un peu sommairement, mais nous n'oublions pas qu'il le fait en 1876 :

> « Cet homme, éduqué dans la mécanique expliquait la vie par les engrenages ou les transmissions ; il se mouvait régulièrement avec la friction la plus infime, comme un piston dans un cylindre parfaitement calibré ; il transmettait son mouvement uniforme à sa femme, à son fils, à ses employés, à ses domestiques, véritables machines instruments desquelles, lui, grand moteur tirait le plus grand profit du monde. » (*Paris au XX^e^ siècle*)

Pour la première fois de l'histoire, la technique représente l'esprit de l'époque, c'est-à-dire correspond au vide spirituel de l'époque. Les relations entre les personnes peuvent être considérées comme des relations entre les machines. Toute une branche des sciences est née avec ces énoncés : cybernétique, théorie générale des systèmes, etc. Les problèmes réels se transforment alors en questions techniques susceptibles de rencontrer des solutions techniques qui seront apportées par des experts – disons ici les professionnels – et adoptées par les dirigeants, "techniciens" de la prise de décision. La domination ne disparaît évidement pas, mais grâce à la technique elle a adopté les apparences d'une rationalisation et s'est convertie aussi en technique.

La technique a vidé l'époque de son contenu : tout ce qui n'est pas directement quantifiable, par conséquent mesurable, manipulable ou

automatisable n'existe pas pour la technique. Le pouvoir de la technique ne comporte pas seulement l'automatisation et l'amputation des individus, mais aussi la mort de l'art et de la culture en général ; le néant spirituel est le mal du siècle. La philosophie existentielle, l'avant-garde artistique, la prolifération de sectes et de masses hostiles au goût et à la culture sont des phénomènes qui illustrent la sensation vécue du processus d'annihilation de l'individualité, la suppression de l'humain dans lequel l'action, inconsciente et absurde est pur mouvement. Cette fatalité historique s'institue au début de l'ère technologique, et Gustav Meyrink nous la décrit en 1916 dans son récit *Les Quatre frères de la Lune* :

> « Par conséquent les machines sont devenues les corps invisibles de titans produits par les esprits de héros appauvris. Et comme concevoir ou créer quelque chose veut dire que l'âme reçoit la forme de ce qui se voit ou se crée et se confond avec elles ; ainsi les hommes s'engagent déjà sans salut sur le chemin qui, graduellement et magiquement, les amènera à se transformer en machines, jusqu'au jour où dépouillés de tout, ils s'apercevront qu'ils sont les mécanismes grinçants d'une horlogerie, en continuelle agitation, comme ce qu'ils ont toujours voulu inventer : un malheureux mouvement perpétuel. »

La technique s'oppose aux individus comme une extériorité qui peu à peu va les déposséder de la maîtrise de leur vie en déterminant leurs actions. Dans un monde technique, la machine est plus réelle que l'individu, qui n'est qu'une prothèse de celle-ci. La foi dans la technique que l'on pouvait considérer comme bourgeoise, s'accompagne aujourd'hui d'un nihilisme toujours plus conformiste et apologétique, surtout dans la phase post-bourgeoise de l'ère technologique, fruit du désenchantement du monde et de la destruction de l'individu. La pensée technocratique est complétée par l'idéologie du néant, un véritable mal français qui proclame la suprématie du modèle et la fascination de l'objet, qui parle d'indépendance de la pensée par rapport à l'action, de l'effondrement de l'histoire et du sujet, de machines désirantes et du degré zéro de l'écriture, de déconstruction du langage et de la réalité, etc. Depuis l'existentialisme et le structuralisme jusqu'au modernisme, les penseurs du néant constatent une série de démolitions de tout ce qui est humain et s'en congratulent ; ils ne prétendent pas contredire la religion de la technique, mais lui ouvrir la route. Ils ne sont pas originaux et même pas penseurs : ils plagient les apports critiques de la sociologie moderne ou de la psychanalyse et

fabriquent une logorrhée inintelligible avec des emprunts déguisés, bien entendu, au langage scientifique. Dans l'objectivation complète de l'action sociale qu'effectue la technique, ils applaudissent l'abolition de l'homme social en tant que sujet historique. Le système, l'organisation, la technique ont chassé l'homme de la vie et ces idéologues annoncent avec joie, comme une grande révélation, l'avènement de l'homme anéanti, de l'être vide et superficiel dont l'existence frivole et mécanique est considérée comme l'expression même de la créativité et de la liberté.

L'autorité, *le pouvoir*, dans la politique et dans la rue, dans la paix et dans la guerre, appartient à celui qui est le mieux équipé technologiquement. A la bourgeoisie s'est substituée une classe technocratique non issue d'une révolution anti-bourgeoise, mais de la croissante complexité sociale produite par la lutte des classes et l'intervention étatique. Dans la voie vers une nouvelle société basée sur une haute productivité alimentée par l'automation et l'économie de services, la bourgeoisie s'est métamorphosée en une nouvelle classe dominante. Celle-ci ne se définit pas par la propriété ou l'argent, mais par sa compétence et sa capacité de gestion ; la propriété et l'argent sont nécessaires mais non déterminants. La force de la classe dominante ne provient pas exclusivement de l'économie et de la politique, ni même de la technique, mais de la fusion des trois en un complexe technologique du pouvoir que Mumford a appelé « *méga-machine* ». La technique, en se transformant en unique force productive a facilité le triomphe de l'économie qui aujourd'hui, en créant le marché mondial, lui ouvre la voie en imposant la dynamique expansive de la production de masse au monde entier. A sa façon, elle a ridiculisé la fonction de l'État en estompant son histoire et son rôle. Ayant été converti préalablement par l'économie en grand patron, il est maintenant transformé en *machinerie* de gouvernement et de contrôle des masses par la technique. Depuis la fin du XIX^{e} siècle la pérennité du système capitaliste fut obtenue par l'intervention de l'État qui déploya une politique économique et sociale stabilisatrice. L'État cessa d'être une superstructure autonome pour fusionner avec l'économie et se présenter comme un espace neutre ou pouvait se résoudre l'affrontement entre les classes. L'État se présentait comme garant des avancées sociales, de la sécurité et de l'égalité des chances. L'État-providence fut une invention qui assurait à la fois la revalorisation du capital et l'assentiment des masses. En son sein, la politique

se transformait lentement en administration, se professionnalisait, s'orientait vers la résolution de questions techniques. Bien que le régime politique fut une démocratie formelle, la politique ne pouvait être l'objet de discussion publique : en tant qu'exposition et résolution des problèmes techniques, elle nécessitait d'une part le savoir spécialisé – c'était une technopolitique – aux mains d'une bureaucratie professionnelle, et d'autre part un éloignement – une dépolitisation – des masses. Cette dépolitisation fut obtenue grâce au progrès technique. Il avait la propriété d'isoler l'individu dans la société en l'entourant de machines domestiques et en le confinant dans la vie privée. D'autre part, chaque étape dudit progrès annule la précédente, entraînant un dynamisme compulsif dans lequel la nouveauté est acceptée simplement parce que nouvelle et le passé se trouve relégué dans une sorte d'archéologie. Ainsi il crée un présent perpétuel dans lequel les hommes sont indifférents. Fin de l'histoire ? Dans ses meilleures satires contre l'exploitation de l'homme grâce à la technique, Karel Capek ironise sur la banalisation des faits : dans une société qui a tant de possibilités techniques

> « les événements historiques ne pouvaient se mesurer par siècles ni par décades comme cela s'était fait jusqu'à présent dans l'histoire du monde, mais par trimestres […] On pourrait dire que l'histoire se produisait en gros et que, pour cette raison, le temps historique se multipliait rapidement (selon certains calculs, cinq fois plus). » (*La Guerre des Salamandres*, 1936)

L'État transforma la technoscience en principale force productive en donnant de l'élan au progrès scientifique et technique, d'abord à la recherche à grande échelle dans le domaine des armes de guerre, puis dans la production industrielle des biens. L'évolution du système social et par conséquent celle de l'économie et de l'État étaient déterminées dès lors par le progrès technique. Il n'impliquait pas seulement la décadence du monde du travail et l'obsolescence de la classe ouvrière qui cessait d'être la principale force productive, mais il signifiait aussi la fin de l'État protecteur. Dans les sociétés soumises à la technique, le contrôle des individus s'effectue mieux par des stimulus extérieurs que par le recours à des règles fixant leurs conduites et les enrégimentant. Ce qui domine parmi les individus n'est pas le caractère autoritaire – et son complément, le caractère soumis – mais la personnalité déstructurée et narcissique (voir Christopher Lasch, *La Culture du Narcissisme*, 1979). La fin de l'État était avant tout la fin du caractère "social"

de l'État. Il doit se limiter maintenant à être une organisation – plus complexe, plus technique, avec moins de personnel – de services publics *bon marché*, un réseau de bureaux *efficacement* connectés de polices administratives, juridiques ou d'assistance. Les conditions sociales qu'impose la technique autonomisée ne sont absolument pas favorables à une centralisation politique, elles ne promeuvent ni l'étatisme ni le développement d'une bureaucratie disciplinée. Ceci caractérisait la phase sociale précédente de la technique (antérieure au despotisme technologique contemporain), plus conforme aux besoins de l'État-Providence ou de la production collectiviste d'un État totalitaire. Tous les secteurs de la bureaucratie étatique ou para-étatique sont recyclés, c'est-à-dire réorganisés selon de stricts critères de rendement qui priment sur leurs intérêts propres. Comme dit un vieux proverbe bancaire, tout est question de chiffres. Il convient de rappeler que ceux qui commandent ne sont pas les propriétaires des moyens de production – les entrepreneurs, la vieille bourgeoisie – ou les administrateurs de l'État – la bureaucratie – mais les élites liées à la haute technologie et à « l'ingénierie financière ». Ces élites sont apatrides et se servent de l'État comme elles se servent des moyens de production et des finances, combattant tout développement autonome de ces derniers en exigeant avant tout de l'efficacité. Il ne faut pas oublier non plus que tout processus technique – productif, financier, politique – tend à éliminer les personnes et à s'automatiser. Les masses ne sont nécessaires que dans la mesure où il n'existe pas de machines pour s'y substituer. L'État totalitaire était une technique de gouvernement où tous les mouvements de masses étaient simplifiés et réduits à des actions prévisibles comme dans un mécanisme. Pour lui, la réflexion était une attitude subversive et l'obéissance la plus grande des vertus publiques. Pour cela, un énorme appareil policier était nécessaire. Mais la même logique de la technique engendre l'automatisme des conduites, avec toujours moins de nécessité de contrôle, sans besoin de leaders ni de grandes bureaucraties, ni non plus de grands appareils policiers. Mieux valent les vidéo-surveillances, les unités d'intervention rapide et les services de protection privés. L'individu n'existe pas, la classe ouvrière non plus, l'État peut se réduire à un écran, c'est-à-dire se virtualiser. C'est le moment historique dans lequel nous sommes.

La mécanisation du monde est la tendance dominante d'un processus achevé dans ses grandes lignes. Mais des contradictions voient le jour entre les

secteurs plus ou moins avancés, entre les traditions bourgeoises et étatiques et l'engouement démesuré vers le technicisme ; tout comme entre les classes en voie de dissolution qui ne sont plus que des groupes particuliers aux intérêts privées et la nouvelle classe émergente, unifiée et stable, extrêmement hiérarchisée dans laquelle la position au sein du pouvoir dépend de l'élément technique. La technique est un facteur stratégique décisif qui se garde comme un secret : c'est le secret de la domination. Ce qui ne veut pas dire que les techniciens, par le simple fait de l'être, jouissent d'une situation privilégiée, bien que d'une certaine façon soit apparue une nouvelle classe de « managers », de directeurs, disposée à s'emparer du pouvoir. Évidement, l'offre d'emploi pour les professions de la technique est la seule qui a augmenté et la seule chose qui a changé, c'est la composition du monde salarié. Les experts ne commandent pas, ils servent. Les *cadres*, l'intelligentsia technique, ne sont que le mirage d'une classe provoqué par les changements intervenus dans les premiers moments de l'apparition de la haute technologie, de la technoscience, quand réellement ces salariés jouèrent leur rôle : faciliter son institutionnalisation. Avec la spécialisation et la fragmentation croissante de la connaissance et le développement du système éducatif dans la direction favorable à la tendance dominante et son extension à toute la population, chacun est préparé pour obéir aux machines. Techniciens, nous le sommes tous. La formation technique n'est plus une incongruité : c'est la caractéristique commune de tous les mortels. C'est la marque de leur dépossession.

La transformation du prolétariat en une grande masse de salariés sans aucun lien de solidarité de classe n'a pas éliminé les luttes sociales mais la lutte des classes. Quand on porte atteinte à divers intérêts, des conflits surgissent qui peuvent être d'une grande intensité et d'une grande violence mais qui ne touchent pas à l'essentiel – la technique et l'organisation sociale basée sur elle – et par conséquent ne menacent pas le système. On ne peut pas interpréter les luttes de fonctionnaires, d'exclus, d'employés, de petits agriculteurs, de cadres, etc. en termes de luttes de classes. Ce sont des réponses au capital qui, dans son processus de valorisation, nuit aux intérêts sectoriels particuliers de groupes sociaux précis qui n'incarnent ni ne peuvent incarner l'intérêt général : pour cette raison ils ne mettent pas en péril le système de domination. Le moment clé de la lutte est toujours *la négociation*, et ce sont les spécialistes qui la règlent. Aucun groupe opprimé spécifique ne peut, par sa situation objective, devenir

l'embryon d'une classe sociale, un sujet historique dont les luttes portent en elles les espérances émancipatrices d'une grande partie de la population. Toutes les luttes se déroulent maintenant à la périphérie du système. Celui-ci n'a besoin de personne, ne dépend d'aucun groupe social en somme. Le système fonctionnerait de la même manière si un groupe social s'en séparait. Ainsi sa lutte ne serait que marginale et testimoniale. Les groupes sociaux opprimés n'affrontent plus la domination dans un rapport de classe contre classe. D'autre part, aucun groupe social n'aspire à la liquidation du système, parce qu'aucun groupe, malgré l'accumulation des effets nocifs, ne conteste la suprématie de la technique qui nourrit la cohésion et la solidité de la domination. Le consensus vis à vis de la technologie – tout le monde croit qu'on ne peut vivre sans elle – justifie l'autorité de l'oligarchie technocratique et dilue les nécessités d'émancipation de la société.

Toute révolte contre la domination ne représentera l'intérêt général que si elle se transforme en rébellion contre la technique, en une *révolte luddite* (voir Edward P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, 1963). La différence entre les ouvriers luddites et les esclaves modernes de la technique réside dans le fait que ceux-là avaient un mode de vie à sauver, menacé par l'usine et le salariat ; ils constituaient une communauté qui savait se défendre et se protéger. Pour cette raison il fut difficile d'en venir à bout. La répression donna naissance à la police anglaise moderne, permit le développement du système manufacturier et d'un syndicalisme toléré et encouragé à cause du luddisme. La marche du prolétariat commence par ce renoncement important. Plus encore, les premiers journaux ouvriers – cf. *L'Artisan* en 1830 – feront l'éloge des machines en arguant qu'elles libèrent le travail et que la solution n'est pas de les supprimer, mais d'en exploiter les possibilités. Contrairement à ce qu'affirmaient Marx et Engels, le mouvement ouvrier s'est condamné à l'immaturité politique et sociale quand il a renoncé au socialisme utopique et à choisi la science, le progrès (la science bourgeoise et le progrès bourgeois), au lieu de la communauté et l'épanouissement individuel. Depuis lors, l'idée que l'émancipation sociale n'est pas « progressiste » a plus circulé dans la sociologie moderne et dans la littérature que dans le mouvement ouvrier, à l'exception de quelques anarchistes ou disciples de William Morris et de David Thoreau.

Ainsi, pour l'exemple nous n'avons qu'à ouvrir le roman de Thea von Harbou, *Métropolis* (1926), pour lire ces harangues :

> « Du matin jusqu'au soir, à midi, l'après-midi, la machine rugit en réclamant nourriture, nourriture, nourriture. Vous êtes la nourriture ! Vous êtes la nourriture vivante ! La machine vous dévore et puis, épuisés, elle vous jette ! Pourquoi engraissez-vous la machine avec vos corps ! Pourquoi acceptez-vous ses articulations avec votre cerveau ? Pourquoi ne laissez-vous pas mourir de faim les machines idiotes ? Pourquoi ne les laissez-vous pas paraître stupides ? Pourquoi les alimentez-vous ? Plus vous le ferez, plus elles auront faim de votre chair, de vos os, de votre cerveau. Vous êtes dix mille ! Cent mille ! Pourquoi ne lancez-vous pas cent mille poings assassins contre les machines ? ».

Évidement, la destruction des machines est une simplification, une métaphore de la destruction du monde de la technique, de l'ordre technique du monde, et c'est l'immense tâche historique de l'unique révolution véritable. C'est le retour au début, au savoir-faire des commencements que l'industrie avait proscrit.

Il ne s'agit pas d'un retour à la Nature, bien que les relations entre les hommes et la Nature devront se modifier radicalement et plus se baser sur la réciprocité que sur l'exploitation, puisqu'en détruisant la nature, on détruit inévitablement la nature humaine. Il n'est maintenant plus question de la dominer, mais d'être en harmonie avec elle. L'existence des êtres humains ne devra plus se concevoir comme pure activité d'appropriation des forces naturelles, comme un mouvement, comme un travail. Une société non-capitaliste, c'est-à-dire libérée de la technologie ne sera pas une société industrielle, ni une espèce de société paléolithique ; elle devra se contenter de la quantité de technique qu'elle pourra se permettre sans se déséquilibrer. Elle devra éliminer toute la technique qui est source de pouvoir, celle qui détruit les cités, isole l'individu, dépeuple les campagnes, empêche l'apparition des communautés, etc. ; bref, celle qui menace le monde de la vie libre. Toutes les civilisations antérieures fondées sur l'agriculture, l'artisanat et le commerce, ont su contrôler et contenir les innovations techniques. La société capitaliste a été une exception historique, une extravagance, une dérive, un désastreux détour.

Si ceux qui se trouvent engagés dans la lutte contre la technologie regardent autour d'eux, ils constateront que les ravages engendrés par la

technoscience réveillent toujours une faible opposition, parasitée par un écologisme politique ou directement récupérée par des gens au service de l'État. D'autre part, aucun mouvement d'une certaine ampleur, partant de conflits précis, n'a essayé de s'organiser clairement contre le monde de la technique. A peine redécouvrons-nous les grands apports de la sociologie critique américaine, ceux de l'école de Francfort, ou ceux d'Ellul, bien qu'ils aient de nombreuses années d'existence. La tâche d'actualiser cette critique et de la mettre en relation avec celle qui veut transformer radicalement les bases sur lesquelles s'appuie la société moderne est toujours aussi peu comprise. Le plus grand nombre essaye de combattre le système sur des terrains résiduels ayant de moins en moins de poids : celui des revendications ouvrières, du droit des minorités, des centres de jeunes, de l'exclusion sociale, du syndicalisme paysan, etc. Sans mépriser leur engagement social, on doit constater que ces luttes ont des horizons limités, ne serait-ce que parce qu'elles évitent la question clé, quand elles ne partagent pas avec le système sa technophilie. De toute façon, celles qui reconstruisent la sociabilité entre leurs participants et empêchent la création de hiérarchie méritent le soutien. L'action de ceux qui s'opposent au monde de la technique n'a toujours pas mené à grand'chose, puisqu'une telle opposition reste seulement une cause et n'est pas encore un mouvement. Mais elle a au moins servi à accroître l'insatisfaction que la technique sème partout et à montrer la bonne direction. L'apologie de la technique met en mauvaise posture ses partisans quand elle devient visiblement l'apologie de l'horreur. Le système admet qu'il n'est en aucun cas un paradis et se justifie comme seul possible tant qu'il n'y a personne pour le renvoyer aux poubelles de l'histoire. Nous en sommes là.

Le système technocratique produit des ruines, ce qui favorise la diffusion de la critique et rend possible l'action à son encontre. La question principale porte sur les principes plus que sur les méthodes. N'importe quelle façon de procéder est bonne si elle est utile et sert à populariser les idées sans contribuer à aucune capitulation : on participe aux luttes pour les rendre meilleures, non pour dégénérer avec elles. En l'absence d'un mouvement social organisé, les idées sont primordiales ; le combat pour les idées est le plus important parce qu'aucune perspective ne peut naître d'une organisation où règne la confusion concernant ce que l'on veut. Mais la lutte pour les idées n'est pas une lutte pour l'idéologie, pour une bonne

conscience satisfaite. Il faut abandonner le *leitmotiv* des consignes révolutionnaires qui ont vieilli et sont devenues des phrases toutes faites : il est incongru, quand le prolétariat n'existe plus, de parler du pouvoir absolu des conseils ouvriers ou de l'autogestion généralisée, alors qu'il s'agit de démanteler la production. La fin du travail salarié ne peut signifier l'abolition du travail, car la technologie qui supprime et automatise le travail nécessaire est seulement possible dans le règne de l'économie. Les théories de Charles Fourrier sur « l'attraction passionnée » seraient plus réalistes. Une action volontariste ne sert pas à grand'chose si les masses une fois rassemblées ne savent que faire après avoir décidé de prendre en charge leurs propres affaires sans intermédiaires. Dans cette situation, même en prenant compte des succès partiels, l'ouverture de perspectives qu'elles ne pourront affronter avec cohérence et détermination, achèveront le mouvement, plus que de franches défaites. La tâche la plus élémentaire consisterait à réunir le plus grand nombre de gens possible autour de la conviction que le système doit être détruit et à nouveau édifié sur d'autres bases et discuter du type d'action qui convient le mieux à la mise en pratique des idées issues de cette conviction. Une telle pratique doit aspirer à la prise de conscience d'une grande partie de la population au moins, car aussi longtemps qu'il n'existe pas une conscience révolutionnaire suffisamment répandue, la classe exploitée ne pourra se reconstruire et aucune action d'envergure historique, aucun retour de la lutte des classes ne sera possible.

Miguel Amoròs, septembre 1999.

Contribution à un débat interne de l'Encyclopédie des nuisances qui n'eut finalement pas lieu. Diffusé en France sous forme de brochure.

Titre du texte original :
¿Dónde estamos?
Algunas considerationes sobre la tema de la téchnicas y las maneras de combatir su dominio.

Du même auteur, ouvrages en français :

Durruti dans le labyrinthe,
éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2007.

Les Situationnistes et l'Anarchie,
éditions de la Roue, 2012.

Ouvrage collectif,
Le Gouvernement par la peur au temps des catastrophes.
Réflexions anti-industrielles sur les possibilités de résistance,
éditions de la Roue, 2013.

Ouvrage collectif,
La Lampe hors de l'horloge.
Éléments de critique anti-industrielle,
éditions de la Roue, 2014.

Préliminaires,
une perspective anti-industrielle,
éditions de la Roue, 2015.

Hommage à la Révolution espagnole :
Les Amis de Durruti dans la guerre civile, 1936-1939,
éditions de la Roue, 2019.

Les Acratas à l'université centrale de Madrid, 1967-1969,
éditions de la Roue, 2021.

Miguel Amoròs

Où en sommes-nous ?

I.
Pour servir à éclaircir quelques aspects
de la pratique critique en ces temps malades
p. 1

II.
Le parti de l'État
p. 9

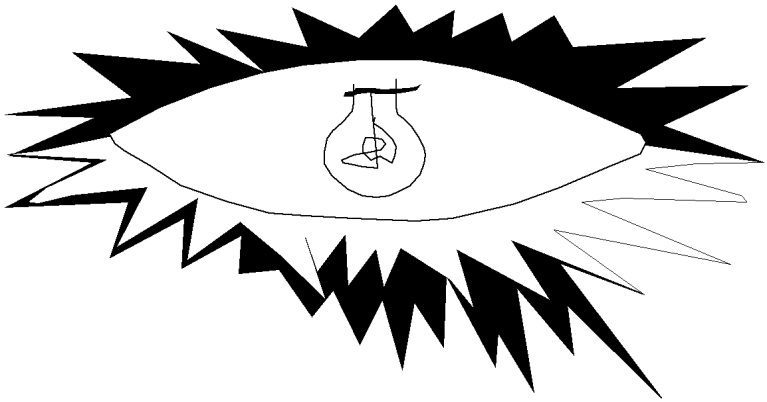
III.
Quelques considérations
sur le thème de la technique
et la manière de combattre sa domination
p. 16

Cette brochure a été réalisée au début des années 2000
et diffusée en France dans diverses librairies qui acceptaient encore
en dépôt-vente les publications autoéditées (sans code-barres).
Ceci est une nouvelle édition, mars 2025.

Edition réalisée par

Notes & Morceaux choisis

Bulletin critique des sciences, des technologies
et de la société industrielle



Bertrand Louart - Radio Zinzine - 04 300 Limans

Nous n'arriverons à rien sans rompre avec la conception de la révolution comme réappropriation de l'appareil de production existant et sans admettre que l'émancipation humaine passe par la destruction du système industriel. Les mots d'ordre qui appartenaient au " stade antérieur du développement économique objectif ", comme l'occupation d'usines, le contrôle ouvrier de la production ou l'autogestion généralisée, ont vieillis et sont visiblement équivoques.

C'est seulement en partant de là que nous pourrons identifier les besoins réels des individus et élaborer une critique authentiquement subversive. Ce qui est sûr, au contraire de ce que disait Marx, c'est qu'il faut renoncer à transformer le monde en utilisant *tous* les moyens de production dont il dispose et chercher à obtenir un remède à l'insu du système dominant avec les moyens de production à notre portée.

Prix Libre